

A r c h i v e s n a t i o n a l e s d ' o u t r e - m e r

G o u v e r n e m e n t g é n é r a l d e l ' A l g é r i e

F i n a n c e s e t c o n t r i b u t i o n s

1 8 3 9 - 1 9 6 2

G G A 1 Q 1 - 1 5 5

G G A 2 Q 1 - 2

Répertoire établi par Daniel HICK, conservateur

2017

SOMMAIRE

Comptabilité (1865-1956)	GGA 1Q 1-22
Contrôle financier de l'Algérie (1935-1962) (1918-1954)	GGA 1Q 23-41 Crédit GGA 1Q 42-60
Service des Contributions diverses (1839-1946)	GGA 1Q 61-71 Service des
Contributions directes (1848-1950)	GGA 1Q 72-142
Enregistrement, Domaines et Timbre (1884-1925)	GGA 1Q 143-149
Documentation (1899-1955)	GGA 1Q 150-155
Douanes (1855-1905)	GGA 2Q 1-2

*

Repères chronologiques

Textes généraux

Ordonnance du 22 janvier 1846 sur l'administration et la comptabilité des finances de l'Algérie.

Décret du 31 mai 1862 portant règlement sur la comptabilité publique.

Décret du 23 août 1898 organisant le gouvernement et la haute administration de l'Algérie.

Arrêté gubernatorial du 28 décembre 1900 : créé ou rétabli la direction des services financiers et du contrôle des dépenses

Loi du 19 décembre 1900 portant création d'un budget spécial pour l'Algérie

Décret du 16 janvier 1902 sur le régime financier de l'Algérie.

Ordonnance du 4 mars 1943 du général d'armée commandant en chef français civil et militaire portant réforme du régime financier de l'Algérie

Décret n° 46-2974 du 31 décembre 1946 sur le régime financier de l'Algérie

Décret n° 50-1413 du 13 novembre 1950 portant règlement d'administration publique relatif au régime financier de l'Algérie (*J.O.A.*, 1950, p. 1390-1407).

Cadastre : le nouveau régime foncier institué par l'ordonnance n° 59-41 du 3 janvier 1959, modifiée et complétée par la loi n° 59-1486 du 28 décembre 1959, implique la mise en place en Algérie d'un Service du cadastre.

Rattachement hiérarchique, organisation interne

1868 Secrétariat général du Gouvernement. 3^e bureau : Domaine, commerce et industrie, forêts, comptabilité et services financiers (Enregistrement, domaine, timbre, contributions diverses, postes, télégraphie, droits divers, patentes) ; la section de comptabilité (établissement du budget, comptes généraux, dépenses intérieures) est dirigée par un chef placé sous les ordres directs du secrétaire général du gouvernement.

1877 Direction générale des affaires civiles et financières. Direction des finances.

1^{er} bureau : propriété indigène, contributions directes, topographie.

2^e bureau : Domaines.

3^e bureau : contributions diverses. Section de comptabilité.

1943 Situation en juin 1943 de la direction des Finances, qui comprend 14 services centraux :

- contributions directes : assise les impôts cédulaires, l'impôt complémentaire sur l'ensemble des revenus et les taxes assimilées

- Enregistrement, Domaine, Timbre et Agence judiciaire du Trésor : perçoit les droits d'enregistrement et de timbre, les taxes sur les mutations et succession, les impôts sur les sociétés, gère le domaine de l'Algérie ; le chef du service central dirige en même temps l'Agence judiciaire du Trésor

- impôts indirects : assise les différentes contributions indirectes et les taxes sur les affaires, assure l'application des lois économiques sur les céréales, la viticulture, les transports, etc.

- contributions diverses : recouvre les impôts directs et indirects

- douanes et Trésor

- Loterie algérienne

- comptabilité générale (ordonnancement des dépenses)

- pensions

- budget : prévoit et autorise ressources et dépenses dans le budget de l'Algérie, prépare et règle le budget

- contrôle financier : étudie tous les projets susceptibles d'entraîner des répercussions financières, examine les budgets et surveille le fonctionnement des collectivités locales, des offices et établissements publics des chemins de fer et des entreprises dans lesquels l'Algérie possède des participations

- crédit : étudie toutes les questions monétaires, suit la circulation fiduciaire, l'activité des établissements bancaires, celle de la Commission des cotations des valeurs, l'organisation et la réglementation des assurances, est chargé de toutes les questions de crédit et de trésorerie, négocie les émissions d'emprunt de

l'Algérie

- contrôle des institutions de mutualité sociale agricole et de prévoyance sociale : caisses de crédit agricole, coopératives, banques populaires, HBM, sociétés indigènes de prévoyance
- contrôle des groupements économiques : comités de contrôle et d'organisation, sections de répartition, syndicats de producteurs et de commerçants
- contrôle des prix : vérification chez les commerçants, répression des infractions, apporte une large contribution à la fixation des prix, homologation, fixation des taux de marque, etc.

1948 La direction générale des Finances comprend une division centrale dirigée par le directeur-adjoint et 5 divisions

- division centrale
 - service général et des Études financières
 - service du Contrôle financier
 - service du Crédit
- 1^{re} division
 - service du Budget
 - service de la Comptabilité générale
 - service des Pensions civiles
- 2^e division
 - service des Contributions diverses
 - service des Impôts indirects et des lois économiques
 - service des Taxes sur le chiffre d'affaires
- 3^e division
 - service des Contributions directes
 - service de la Topographie et de l'organisation foncière
- 4^e division
 - service de l'Enregistrement et du timbre
 - service des Domaines
- 5^e division
 - service des Douanes
 - service des Finances extérieures.

Le Contrôle central comprend trois services

- l'Inspection des sociétés indigènes de prévoyance (SIP)
- l'Inspection du crédit de la Mutualité
- l'Inspection des organismes économiques.

1959 La direction générale des finances comprend une division centrale

- service des cadres, traitements et pensions
- service des études
- service des contrôles
- service du crédit

et 6 divisions

- 1^{re} division
 - service du Budget
 - service du Trésor
 - service de la Comptabilité publique
 - service de la Comptabilité générale et de l'ordonnancement
- 2^e division
 - service des contributions diverses
 - service des impôts indirects et des lois économiques
 - service des taxes sur le chiffre d'affaires et du contentieux
- 3^e division
 - service des impôts directs et du cadastre
 - service de la Topographie et de l'organisation foncière
- 4^e division
 - service de l'Enregistrement et du Timbre
 - service des Domaines ;
- 5^e division
 - service des Douanes
 - service des Finances extérieures
- 6^e division
 - Inspection de la coopération et de la mutualité
 - Inspection des organismes de sécurité sociale
 - Inspection des sociétés agricoles de prévoyance (SAP)

La Mission de l'Inspection générale des Finances, ainsi que le Contrôle financier de l'Algérie sont en

lien avec le secrétaire général de la Délégation générale du Gouvernement en Algérie.

Bibliographie sommaire

Gouvernement général de l'Algérie

Statistique financière de l'Algérie (BIB AOMA 1005).

Statistique générale de l'Algérie puis *Annuaire statistique de l'Algérie* (BIB AOMA 1001) ; rubriques « Crédit. Banque », « Epargne », « Finances de la colonie », « Dette viagère. Pensions civiles ».

Exposé de la situation générale de l'Algérie ; rubriques « Services financiers » (BIB AOM 50172).

Douël, Martil, *Un siècle de finances coloniales*, Collection du Centenaire de l'Algérie, Paris, 1930, 837 p., index détaillé (BIB AOM 9876)

Douanes

Pallain, Georges, *Les douanes françaises*, Paris, 1897, 3 volumes (BIB SOMB 255).

Moucheront, Paul, *Les douanes en Algérie*, Alger, 1907, 769 p. (BIB AOM 1997).

Blondelle, Achille, *L'octroi de mer en Algérie*, Paris, 1913, 143 p. (BIB ECOL 11769/ 11)

Clinquart, Jean, *Histoire des douanes en Algérie*, www.cerclealgerianiste.fr

Métrage

Sous-séries 1Q et 2Q : 26 ml

1Q 1-22 Budget et comptabilité (1865-1956)

- 1Q 1-3 Versements de la Société générale algérienne au budget extraordinaire¹, emploi et report des crédits pour des grands travaux, subventions aux provinces : correspondance, tableaux, états de situation, rapports (1865-1874)
- 1Q 1 1865-1868
 - 1Q 2 1869
 - 1Q 3 1870-1874
- 1Q 4 Registre de la comptabilité du service photographique du Gouvernement général de l'Algérie² (1927-1933)
- 1Q 5-21 Services topographiques et de la propriété indigène. Répartition et délégation des crédits, justifications des dépenses : nomenclatures, décisions, états nominatifs des appointements, frais de tournée d'enquêtes partielles, correspondance, états de situation nominatifs des travaux exécutés par les agents, états de situation détaillée des enquêtes partielles et d'ensemble (1935-1956)
- 1Q 5 Exercice 1937 : propositions, correspondance (1935-1938)
 - 1Q 6 Exercice 1942 (1942)
 - 1Q 7 Exercice 1943. (1943). Exercices 1942-1943, dépenses des exercices clos (1942-1946)
 - 1Q 8 Exercice 1944 (1944-1945)
À noter : crédits délégués pour l'*achaba*.
Exercice 1945. Clôture. (1946)
 - 1Q 9 Exercice 1946 (1946)
 - 1Q 10 Exercice 1947 (1947-1948).
Exercice 1948 (1948).
 - 1Q 11 Exercice 1949 (1949-1950)
 - 1Q 12 Exercice 1949. Grand livre des dépenses engagées (1949)
 - 1Q 13 Exercice 1949. Demande et répartition des crédits, délégation, ordonnancement (1949-1950)
 - 1Q 14 Exercice 1949. Bordereaux des mandats émis, états nominatifs du personnel (1949-1950)
 - 1Q 15 Exercices 1950-1951, 1951-1952. Demandes de fonds : correspondance, états nominatifs du personnel (1950-1952)
 - 1Q 16 Exercices 1952-1953, 1953-1954. Demandes de fonds : correspondance, états nominatifs du personnel (1952-1954)
 - 1Q 17 Exercice 1953 (Constantine, Oran) (1953)
 - 1Q 18 Exercice 1954 (1954)
 - 1Q 19 Exercice 1955 (1955)
 - 1Q 20 Exercices 1954-1955, 1955-1956. Demandes de fonds : correspondance, états nominatifs du personnel (1954-1956)
 - 1Q 21 Exercice 1956-1957. Demandes de fonds : correspondance, états nominatifs du personnel (1956)
- 1Q 22 Services des Ponts et chaussées, Service de l'électricité, Inscription maritime ; services agricoles et de l'élevage, Institut agricole de Maison-Carrée. Exercice 1947. Délégation de crédits : ordonnances de délégation, états nominatifs du personnel (1947)

1Q 23-41 Contrôle financier de l'Algérie (1935-1962).

Le service du contrôle des dépenses engagées est réorganisé par le décret du 28 janvier 1908 ; étendu aux Territoires du Sud par le décret du 30 octobre 1908 ; renforcé par le décret du 13 février 1902.

Le décret du 31 décembre 1946 sur le régime financier de l'Algérie organise un service de contrôle financier en déterminant que l'Inspecteur général des finances, chef de la mission de l'inspection générale des finances en Afrique du Nord, exerce « le contrôle financier permanent de la gestion du budget et des budgets annexes de l'Algérie et des Territoires du sud, de l'administration des chemins de fer algériens, et des comptes spéciaux du Trésor algérien ; *il prend, dans l'exercice de ces fonctions, le titre de contrôleur financier de l'Algérie* »³. Le contrôle s'exerce « selon le

1 Somme dite des « cent millions de francs ».

2 Indication nominative des agents de ce service.

3 *Journal officiel de l'Algérie*, 1947, p. 218-219, art. 140 à 154.

cas, par la voie du visa préalable, de la révision permanente de la comptabilité et du rapport d'ensemble »⁴.

Le décret du 13 novembre 1950 relatif au régime financier de l'Algérie, dispose que le contrôleur financier est nommé par décret et choisi dans une des catégories énumérées par le texte (art. 166⁵), qu'il est assisté par un contrôleur financier adjoint et trois contrôleurs financiers départementaux

- 1Q 23 Régime des titres nominatifs, décret-loi du 30 octobre 1935 : correspondance (1935-1939).
Vérifications sur place, correspondance diverse (1944-1959).
- 1Q 24 Notes (1953-1958)
- 1Q 25 « Notes après visa » (1956-mars 1962)
À noter : un dossier sur l'installation des nouvelles préfectures et sous-préfectures (1956-1961).
- 1Q 26 « Notes avant visa » (1958-1961)
À noter : un document du 27 avril 1959 sur les effectifs des *harkis*.
- 1Q 27 Notes et rapports sur les régies comptables (régies de recettes, régies de dépenses, régies des droits de permis de chasse) (1952-1960)
- 1Q 28 Budget de l'Algérie, autorisations nouvelles, incidences, budget du Sahara, budget État : avis, tableaux, fiches annexes (1957-1961)
- 1Q 29 Vérification de services d'ordonnateurs : rapports (1948-1962)
Concerne : Imprimerie officielle algérienne (1948) ; Direction des services agricoles (1949) ; Dépôt de reproducteurs du Service de l'élevage de Blida⁶ (1949) ; Service de la colonisation et de l'hydraulique (SCH), Service central des études générales et des grands travaux (1952) ; SCH, Service des études scientifiques à Birmandreis (1952) ; section administrative spécialisée (SAS) de Birkadem et acquisition d'un bâtiment (1961).
Affaire du bail de locaux pour le service du cadastre à Alger (février 1962).
- 1Q 30-34 Vérifications de services d'ordonnateurs secondaires
- 1Q 30 Algérie et département d'Alger (1948-1952) : rapports, remarques ; circonscriptions des Ponts-et-chaussées, office régional du travail ; direction des services agricoles ; service des mouvements de jeunesse et de l'éducation populaire
Gouvernement général ; direction des travaux publics et des transports, Imprimerie officielle algérienne, avances sur frais d'hospitalisation, Office de l'Algérie à Paris ; service de la colonisation et de l'hydraulique-service des études scientifiques
Inscription maritime de l'Algérie ; Territoire de Ghardaïa ; service de l'intendance des Territoires du Sud ; intendance de la X^e région militaire ; direction du Génie de la X^e région militaire.
- 1Q 31 Préfecture de Constantine, Territoire de Touggourt : rapport, « résumés » (1948)
Station expérimentale d'élevage du Khroub : note, correspondance (1949-1953)
Notes reçues du contrôleur financier départemental de Constantine, notes envoyées (1953-1956)
SAS de Sidi Mabrouk, irrégularités dans la gestion : notes, correspondance (1960-1961)
SAS de Troubia, Bouilef-Fesdis, Sidi Salem, Arb Estaya, Fourchi, régisseur des SAS de l'arrondissement de Constantine (1960-1961).
- 1Q 32 Département de Constantine et Territoire de Touggourt : rapports, « résumés » (1952-1956)
Territoire de Touggourt ; direction des services agricoles ; direction de la topographie et de l'organisation foncière ; direction des impôts directs et du cadastre ; préfecture de Constantine ; circonscriptions des Ponts et chaussées ; dépôt de reproducteurs de Constantine ; conservation des Eaux et forêts ; collège technique de Constantine ; Service des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire ; direction des contributions diverses ; subventions aux œuvres de bienfaisance, aux œuvres sociales de l'Éducation nationale, aux colonies de

⁴ *Ibidem*, art. 145

⁵ *Journal officiel de l'Algérie*, 1950, p. 1400.

⁶ Précédemment établissement hippique de l'armée, appartenant à l'Algérie depuis 1947.

- vacances⁷, Service de la colonisation et de l'hydraulique.
- 1Q 33 Département de Constantine : rapports (1956)
Formation professionnelle, centres ; service du travail et de la main-d'œuvre ; Service de l'artisanat.
- 1Q 34 Département d'Oran, territoire d'Aïn Sefra : rapports, « résumés »
Territoire d'Aïn Sefra ; préfecture d'Oran ; circonscriptions des Ponts et chaussées ; direction du travail et de la main-d'œuvre ; direction des Douanes ; direction des contributions diverses, service de la perception ; direction des services agricoles ; dépôt des reproducteurs d'Oran ; dépôt de reproducteurs et jumenterie de Tiaret ; service de la topographie et de l'organisation foncière ; conservation des Eaux et forêts ; Service de la colonisation et de l'hydraulique, circonscriptions ; direction des impôts directs et du cadastre ; direction de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre ; direction des impôts indirects et des taxes sur les affaires ; service de l'artisanat (1948-1957).
Affaire de gestion occulte de deniers publics reprochée au chef des Eaux et forêts de Tlemcen (1949-1958).
- 1Q 35 Houillères du Sud-Oranais (HSO)⁸ : rapports, procès-verbaux, documents comptables, correspondance de l'établissement public (1960-mars 1962) ; Commission de vérification des comptes des entreprises publiques, rapports particuliers et sur les comptes et la gestion des Houillères du Sud-Oranais pour les exercices 1947-1949, 1957-1960 ; rapports et correspondance du contrôle financier de l'Algérie (1959-avril 1962).
Réseau Méditerranée-Niger : notes (1953).
- 1Q 36 Électricité et Gaz d'Algérie. Rapport de gestion de l'exercice 1959, impr., 280 p. ; « Rapport de gestion de l'exercice 1960. Deuxième partie ». Commission de vérification des comptes des entreprises publiques : « Rapport particulier sur les comptes et la gestion d'Électricité et Gaz d'Algérie pour l'exercice 1960 », 1961.
- 1Q 37-39 Associations subventionnées ; affaires communes aux trois régions (offices et associations d'anciens combattants, colonies de vacances, œuvres de bienfaisance) (1953-1955).
- 1Q 37 Département d'Alger, associations d'anciens combattants, colonies de vacances, œuvres de bienfaisance (1953-1961)
À noter : Institut Pasteur d'Algérie, CRAD, Institut musulman de solidarité sociale, UFOLEP (Union française des œuvres laïques d'éducation physique), UFOLEA (Union française des œuvres laïques d'éducation artistique), Centre laïc du tourisme culturel, Fédération des œuvres laïques, Union française des offices de cinéma éducateur laïque, Office algérien du cinéma éducateur).
- 1Q 38 Département de Constantine (associations d'anciens combattants, colonies de vacances, œuvres de bienfaisance)
À noter : œuvres privées recevant des mineurs délinquants, Association culturelle israélite de Bône, UFOLEP (Union française des œuvres laïques d'éducation physique), Union sportive de l'enseignement du premier degré (USEP) (1953-1955)
Croix-Rouge (1961).
- 1Q 39 Département d'Oran (associations d'anciens combattants, colonies de vacances, œuvres de bienfaisance) (1953-1961)
- 1Q 40 Inspection générale des Finances⁹ : notes, rapports (1952-1962)
Note sur le coût comparé de la construction en Algérie et en France métropolitaine (1952)
Note de vérification des ports maritimes (août 1954)
Service de la colonisation et de l'hydraulique du Gouvernement général de l'Algérie (1955)
Note de synthèse des travaux de l'Inspection générale des Finances en Algérie, juin-juillet 1956¹⁰ (juillet 1956)
Rapport sur le Service des centres sociaux de l'université d'Alger (1957)

7 Crédits accordés au titre de la section « D » du budget extraordinaire de l'Algérie.

8 Les Houillères du Sud-Oranais furent instituées par le décret du 17 septembre 1947, *Journal officiel de l'Algérie*, 1947, p. 1022-1023.

9 Sur les missions des Inspecteurs des finances en Afrique du Nord, voir aussi les fonds du Centre des archives économiques et financières, relevant du Ministère des Finances.

10 À la demande du ministre résidant en Algérie, Robert Lacoste, une mission de l'Inspection générale des Finances fut organisée au début de l'été 1956 ; la mission est passée dans presque toutes les régions affectées par les troubles à l'exception de Tebessa et de l'Aurès.

Rapport sur l'organisation à donner aux services chargés de l'hydraulique et de l'équipement rural (1957)
 Note sur les sociétés agricoles de prévoyance des Territoires du Sud (1957)
 Note sur l'emploi des crédits de la Formation professionnelle des adultes (1958)
 Rapport sur le Commissariat à la Reconstruction des régions sinistrées par le séisme de 1954 dans la vallée du Chélif, délégation d'Orléansville (1958-1959)
 Rapport sur la réparation des dommages causés par la rébellion (1959)
 Note sur le compte spécial pour les mesures exceptionnelles consécutives aux événements d'Algérie (1959)
 Note et rapport sur l'indemnisation des victimes des événements d'Algérie (1959)
 Rapport sur la gestion du commissaire de l'Algérie à l'exposition internationale de Bruxelles (1959)
 Notes sur les problèmes de la formation professionnelle en Algérie (1959-1960)
 rapport sur les problèmes financiers des communes rurales en Algérie (1960)
 Note sur les marchés publics d'équipement dans les communes rurales d'Algérie (avril 1960)
 Notes sur la politique de l'irrigation (juin, décembre 1960)
 Note sur le Service des travaux d'architecture (décembre 1960)
 Note sur l'OFALAC (février 1961)
 Note d'ensemble sur la réorganisation des services fiscaux en Algérie (juin 1961)
 Notes sur la réorganisation du Service de formation des jeunes en Algérie (juin 1961)
 Note sur le Jardin d'Essai du Hamma à Alger (juin 1961)
 Note sur la gestion des SAS du département de Tiaret (août 1961)
 Note sur l'ouverture d'une recette principale à Tiaret (juillet 1961)
 Note sur les inconvénients du double contrôle sur les dépenses d'équipement (octobre 1961)
 Note sur les économies réalisées par la pharmacie municipale de la ville d'Alger (janvier 1962)
 Rapport sur l'utilisation des crédits des centres de regroupement (février 1962) (1952-1962).

Société internationale des conseillers de synthèse, Centre international de prospective : « Première étude des problèmes de la jeunesse algérienne conduite dans le cadre du Service de formation des jeunes en Algérie » (avril 1960).

1Q 41

Inspection générale des Finances : rapports (1960-1961)
 Admission à l'assistance médicale ou hospitalière, aérium de Jean-Bart, régions d'Alger, de Constantine, d'Oran ; division de l'aide sociale de la préfecture de Constantine ; service de formation des jeunes en Algérie (SFJA) (1960-1961)

1Q 42-54

Crédit (1918-1954)

1Q 42

Marché financier, bourse : documentation, correspondance (1918-1941)

1Q 43

Banque de l'Algérie : documentation (1918-1932), états de situation périodiques, statistiques (1919-1942), comptes rendus imprimés, exercices 1939-1940, 1940-1941, 1942-1943, 1945-1946, 1947, 1948, 1952 (1941-1953)

1Q 44

Titres, actions, obligations, bons du Trésor : textes officiels, circulaires, correspondance (1921-1945)

1Q 45

Organismes d'Habitations bon marché (HBM), prêts bancaires et de la Caisse des dépôts, avances du Trésor : textes législatifs et réglementaires, notes, correspondance, instructions comptables (1926-1945).

Sociétés anonymes, sociétés d'intérêt public : textes officiels, documentation, correspondance (1921-1950) ; affaire de la SA des Établissements Saint-Donat, enquête (1941-1942).

1Q 46

Répression de l'usure, contrôle des taux d'intérêt pratiqués par les banques : instructions, fiches sur les banques, correspondance, procès-verbaux des commissions d'étude, demandes de dispense de visa, statuts et comptes rendus imprimés d'assemblées générales de sociétés¹¹ (1932-1942)

1Q 47

Titres au porteur : instructions, correspondance, liste des banques agréées (1942-1946).

Autorisations de dépôt : correspondance avec des particuliers (1947-1949).

1Q 48

Organisation de l'assurance en Algérie : rapport, correspondance (1942).

Comité d'organisation des assurances en Afrique française : correspondance, circulaires, décisions (1943-1944). Conseil consultatif des assurances privées : ordres du jour, procès-verbaux, correspondance, (1943-1944). Groupement professionnel algérien des

¹¹ Société anonyme Caisse agricole et commerciale de Guelma, Comptoir d'escompte de Marengo, Comptoir d'escompte de Mostaganem, Union économique algérienne, Établissements M.P.J. Robert « Moulins du Chélif ».

assurances : état des compagnies agréées d'office, listes de compagnies, correspondance (1943). Comité consultatif des assurances privées en Algérie : procès-verbaux, correspondance (1943). Syndicat, chambre syndicale (1944-1946).

- 1Q 49 Circulation monétaire, retraits de billets, échange des billets de banque coloniaux, émission, dévaluation : correspondance, exemplaires de journaux (1945-1950)
- 1Q 50 Redevance de la Banque de l'Algérie et de la Tunisie, versements au Trésor algérien¹² : correspondance, états de mouvements, tableaux de décompte (1946-1954)
- 1Q 51 Contrôle du mouvement des capitaux, arrêté gubernatorial du 18 octobre 1948¹³, dérogations : correspondance avec les banques, la Trésorerie générale, les particuliers, exemplaires de journaux (1948-1949)
- 1Q 52 Prêts privés pour la construction immobilière : textes réglementaires, projets de modification, correspondance (1949-1952)
- 1Q 53 Conseil algérien du crédit : rapports imprimés (1952-1954)
- 1Q 54 Assurances. Statistiques des opérations effectuées par les sociétés, 1952-1954 : correspondance, fiches d'activité (1954)

1Q 55-60 Inspection des sociétés indigènes de prévoyance et des sociétés agricoles de prévoyance (1936-1957)

- 1Q 55-56 Sociétés indigènes de prévoyance (SIP), contrôle financier : rapports d'inspection, documents comptables (ordre alphabétique, 1936-1950)
- 1Q 55 Aïn Boucif. Aïn Temouchent. Aïn Touta. Akbou. Ammi Moussa. Barika. Belezma. Bougie. Cacherou. Cherrhell. Constantine. Duperré. Eulma. Fedj M'zala. Guergour (1936-1950)
- 1Q 56 La Mekerra. La Meskiana. La Séfia. L'Edough. Les Braz. Lourmel. Maillot¹⁴ : voir SIP du Sersou. Mascara. Mila. Région oranais. Oued Cherf. Rhira. Sersou. Souk Ahras. Tablat. Taher.
- 1Q 57-60 Sociétés agricoles de prévoyance (SAP) (1953-1958)
- 1Q 57 Section « crédit », contrôle financier : « situations générales après centralisation des écritures » ; Aïn Temouchent. Belezma. Bibans. Boghari. Chéiff (1957-1958)
- 1Q 58-59 Section « céréales », contrôle financier : « situations générales après centralisation des écritures » (1955-1958)
- 1Q 58 Aïn Touta-Belezma. Ammi Moussa. Aumale. Belezma. Biskra (1955-1958)
- 1Q 59 Collo. Grande-Kabylie. Nedroma (1957-1958)
- 1Q 60 Contrôle financier : correspondance, bilans, nombre de sociétaires (1953-1957)

1Q 61-71 Service des Contributions diverses (1839-1946)

Le service des Contributions diverses fut institué par l'ordonnance du 2 janvier 1846 ; il avait pour mission primitive de procéder à l'assiette et au recouvrement de tous les impôts. Ce service n'existait pas en métropole. En 1872, les contributions directes lui furent retirées.

Un document de 1859 indique les attributions de la direction des contributions diverses : « vérification des matrices et établissement des rôles en matière de mines, patentes, impôts arabes, chambres de commerce, taxe médicale, taxe locative dans les villes de 10 000 h. et au-dessus, monopole des tabacs et des poudres à feu ; service de la garantie des matières d'or et d'argent, licences (boissons et tabacs), ordonnancement, comptabilité du Trésor, comptabilité des centimes additionnels à l'impôt arabe et des irrigations, centralisation et « contrôle des comptabilités des receveurs municipaux, du budget local et des marchés en régie », service des corporations indigènes, mise en forme des marchés arabes, recouvrements, poursuites.

- 1Q 61 Organisation du service¹⁵, réorganisation, création de recettes, effectifs, activité : rapports, correspondance, listes nominatives, projets (1851-1902) ; indemnités de logement (1852-1859) ; locaux : correspondance, plans (1859-1896).
- 1Q 62 Bureau de Dellys. « Registre mémorial des affaires contentieuses », contraventions, saisies, transactions ; à partir de 1892, concerne également Azazga, Dra el Mizan,

12 Loi du 23 décembre 1946, application de la convention du 27 mai 1948 approuvée par la loi du 12 janvier 1949.

13 Journal officiel de l'Algérie, 1948, p. 1043 et 1046.

14 Voir SIP du Sersou.

15 Plusieurs documents ont été élaborés par la direction des Affaires de l'Algérie au ministère de la Guerre puis la direction de l'Administration coloniale et des services financiers du ministère de l'Algérie et des colonies, et transférés ensuite au Gouvernement général de l'Algérie.

- 1Q 63 Palestro, Tizi Ouzou (1853-1900)
 Contrôle des caisses d'épargne (1883-1903).
 Hôpitaux, rattachement de recettes au Service des contributions directes (1911-1924).
 Affaires communes aux émissions d'obligations de la Défense nationale, bons du Trésor, titres d'emprunt, (1915-1930).
 Spéculation illicite sur les titres de l'emprunt 1917, vente de titres appartenant à des indigènes, affaire de l'administrateur Martin-Dupont (1918-1920).
- 1Q 64 Amendes collectives pour incendies de forêts : arrêtés gubernatoriaux, états de liquidation, correspondance (1899-1946)
- 1Q 65 Recouvrement de frais d'enquête partielle¹⁶, affaire Edmond Giraud ; concerne le douar Tadjemout dans la commune mixte du Télagh : correspondance, rapports, procès-verbaux d'enquête, plans (1901-1920)
- 1Q 66 Enquête sur les simplifications et économies à réaliser : circulaires, rapports ; concerne aussi le Laboratoire des finances et la direction de la culture et du contrôle technique des fabriques de tabac (1917)
- 1Q 67-71 Dossiers de personnel (1839-1899)¹⁷
- 1Q 67 Cizos, Laurent Hippolyte, né le 16 février 1837, commis (1864-1876).
 Colin, Henri Hippolyte, né le 22 avril 1829, receveur (1859-1879).
 Coudurier, Victor, né le 1^{er} octobre 1816, receveur (1847-1879).
 Gautier, Aristide, né le 12 décembre 1869, commis (1892-1899).
 Gebhard, Auguste Antoine, né le 28 juillet 1843, receveur (1866- 1899).
 Gourou, Jules Edmond, né le 28 septembre 1850, entreposeur spécial pour la vente de tabacs (1891-1898).
- 1Q 68 Caffin, Charles Ange Henri, né le 14 mars 1835, inspecteur (1854-1891).
 Carlier, Louis Emmanuel Henry, né le 1^{er} décembre 1851, sous-directeur à Tizi Ouzou (1876-1892).
 Catillon, Jean François Xavier, né le 28 février 1840, contrôleur (1862-1892).
 Chesnier-Duchesne, Romain Alexandre, né le 11 janvier 1816, receveur (1847-1877).
- 1Q 69 Richemont, Eugène Lemercier de Maisoncelle de, né le 10 mai 1816, receveur (1839-1899).
 Roguet, Louis Emmanuel, né le 24 mars 1856, contrôleur (1878-1897).
 Sicard, Bazile, né le 17 août 1848, commis (1878-1898).
 Simon, Louis Auguste, né le 11 février 1828, commis (1861-1893).
- 1Q 70 Surin, Eugène Calixte, né le 29 février 1852, receveur (1874-1894)
 À noter : dossier d'enquête sur des agissements aux Bibans avec des dépositions de témoins en arabe avec leur traduction)
 Susini, Étienne Antoine, né le 7 janvier 1853, commis (1883-1897).
 Susini, Xavier, né le 20 avril 1835, receveur (1853-1898).
- 1Q 71 Millou, Edmond Théodore Balthazar, né le 23 juillet 1839, commis (1863-1897).
 Moncelon, Jean Pierre Théodore, né le 30 juillet 1852, receveur (1860-1897).
 More, Pierre Félicien François, né le 16 octobre 1850, commis (1870-1896).
 Pierrard, Octave Henry, né le 21 novembre 1830, receveur (1855-1892).
 Valls, Joseph Emmanuel Claudio, né le 25 décembre 1845, receveur (1868-1892).

1Q 72-142 Service des Contributions directes (1848-1950)

Le décret du 8 mai 1872 institua un service des Contributions directes et des recensements¹⁸, avec un personnel détaché de l'administration métropolitaine des contributions directes.

- 1Q 72-87 Documents généraux (1881-1950)
- 1Q 72 Vérification de services des contributions directes, tournées de 1881 et 1883 : rapports des inspecteurs des finances en mission, observations (1881-1884)
- 1Q 73 Notices pour l' « Exposé de la situation générale de l'Algérie »¹⁹, notices des services départementaux, états des impôts arabes (1913- 1917)
- 1Q 74 Etats de situation mensuels des travaux du service de la direction des Finances et des directions départementales (1939-1950) ; affaires traitées pour le service du crédit,

16 Exécution de la loi du 16 février 1897.

17 Dans plusieurs dossiers, présence de rapports de vérification ; les dates sont celles des dossiers.

18 BOGGA, 1872, p. 217-220 ; les agents des contributions directes, « empruntés au Ministère des Finances » continuaient à en faire partie ; les recenseurs, chargés de la préparation des listes de redevables et concourant à tous les travaux se rattachant à l'assiette de l'impôt arabe, sont nommés par le gouverneur.

19 Conservé aux ANOM sous la cote BIB AOM 50172.

	concernant des agents de change et des plaintes pour trafic d'or (1942-1944)
1Q 75	Projets de budget, recettes : textes législatifs et réglementaires, notes, correspondance, états, projets imprimés (1940-1944)
1Q 76	Projets de budget, dépenses des services des contributions directes : textes réglementaires, correspondance, états nominatifs du personnel, états de développement (1939-1944)
1Q 77	Imprimés, papiers : nomenclature, cahiers des charges, textes réglementaires, correspondance (1911-1940)
1Q 78	Avances aux départements et communes sur le produit des centimes additionnels : correspondance, états (1902-1938) ²⁰ Centimes additionnels aux impôts directs au profit des départements et des communes, des chambres de commerce subventions aux communes, : correspondance, rapports, budget de la ville d'Alger, du département d'Oran, comptes rendus des Délégations financières (1920-1943).
1Q 79	Comités départementaux de confiscation des profits illicites ²¹ . Organisation, composition, frais de mission, personnel mis à disposition : décisions, notes, correspondance, états des travaux et des affaires, statistiques (1944-1948)
1Q 80-87	Notes du ministère des Finances (direction générale des Contributions directes) (1930-1949)
1Q 80	1930-1932
1Q 81	1933-1934
1Q 82	1935-1936
1Q 83	1937
1Q 84	1938
1Q 85	Janvier-mai 1939
1Q 86	Juin-décembre 1939
1Q 87	Juillet-décembre 1940 ; mars, juin 1941 ; janvier-septembre 1942). Note du Service des impôts directs, Gouvernement général de l'Algérie, sur les délais spéciaux de déclaration en 1949 (1949).
1Q 88-95	Impôts arabes ²² Supprimés par le décret du 1 ^{er} décembre 1918. Maintenus dans les Territoires du Sud.
1Q 88	Impôt arabe, centimes additionnels.- Travaux publics à exécuter sur le budget supplémentaire des centimes additionnels : états sommaires par division (1848-1861). Circulaires, correspondance (1853-1856). Remboursement de sommes aux communes et subdivisions (achat de grains, hébergement, entretien des détenus (1861). Commission chargée de préparer un décret relatif aux taxes à substituer aux impôts arabes : statistiques, procès-verbaux, procès-verbaux imprimés ²³ , correspondance, avant-projet de loi (1861-1862). Taxes municipales, statistiques (1866). Dépêches télégraphiques privées déposées par les indigènes ²⁴ , statistiques (1866). Fonds arabes, centimes additionnels à l'impôt arabe : comptes administratifs, comptes des centimes additionnels à l'impôt arabe, subdivisions de Mascara et Tlemcen (1868), états des recettes et dépenses du fonds commun, de communes mixtes et subdivisionnaires ²⁵ , exercices 1869 et 1870 (1871).
1Q 89	Impôts arabes ²⁶ , taux, assiette et confection des rôles, perception, exemptions : correspondance, arrêtés, rapports (1848-1882). Dégrèvements en faveur des maghzens ²⁷ , par tribu : correspondance, listes nominatives (1859-1882).
1Q 90	Projets d'arrêtés et de décrets, travaux cadastraux effectués (1852-1875).

20 En mauvais état.

21 Ordonnance du 18 octobre 1944 ; décret du 31 décembre 1944 ; arrêté gubernatorial du 20 juin 1945 ; décisions gubernatoriales de nomination du 3 juillet 1945. Les directeurs des Contributions directes présidaient les comités.

22 Voir aussi GGA 1Q 73.

23 *Procès-verbaux de la commission instituée à l'effet de préparer deux projets de décrets pour 1° la substitution, après l'opération du ficantonement, de la contribution foncière aux impôts arabes actuellement perçus ; 2° l'application, sous la réserve d'une taxation très modérée, des droits de mutation par déficés sur les immeubles*, Alger, 1862, 186 p.

24 La télégraphie relève alors du même bureau que les impôts.

25 Ammi Moussa, Daya, Lalla-Marnia, Mascara, Mekerra, Mostaganem, Oran, Saïda, Sebdou, Sidi Bel Abbès, Tlemcen.

26 *Afichour*, impôt sur les céréales ; *zekkat*, impôt sur le bétail ; *hokor*, impôt sur les terres arch ; *lezma*, impôt sur les palmiers.

27 Cavaliers indigènes au service des Bureaux arabes.

	États statistiques, note sur l'impôt <i>achour</i> , état des dégrèvements, état des recensements des impôts, tarifs de conversion en argent des impôts arabes (1876-1879).
	Projet d'impôt foncier, travaux topographiques prévus (1874-1878)
	Exercice 1903, département d'Alger : avis d'émission des rôles supplémentaires (1904).
1Q 91-95	Contribution foncière (propriétés bâties) et contributions arabes, Indigènes : états du montant des rôles (1914-1918)
1Q 91	1914
1Q 92	1916
1Q 93	1915
1Q 94	1917
1Q 95	1918
1Q 96-117	Impôts sur le revenu-Contribution foncière
1Q 96	Confection des rôles : circulaires, imprimés, correspondance (1925-1929, 1941)
1Q 97	Renseignements statistiques sur les impôts et les contribuables (1927-1939)
1Q 98	États des revenus des impôts directs et taxes assimilées (1929-1943)
1Q 99-100	Contribution foncière, propriétés bâties ; départements et Territoires du Sud (1911-1919)
1Q 99	États du montant des rôles (Européens), rôles généraux, rôles spéciaux (1911-1917).
1Q 100	États du montant des rôles (Européens) (1918-1919) ; impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole (1919).
1Q 101	Contribution foncière, propriétés bâties, propriétés non bâties, impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole (calculés forfaitairement), exercices 1920, 1921 : états du montant des rôles (Européens) (1920-1921)
1Q 102	Exercice 1922 (1922)
1Q 103-116	Impôts cédulaires et complémentaires sur les revenus, contribution spéciale pour frais de bourse et de chambres de commerce, contribution foncière (propriétés bâties, propriétés non bâties), impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole, taxe sur le bétail, sur les bénéfices industriels et commerciaux, taxe spéciale sur le chiffre d'affaires, biens de mainmorte, contribution pour frais de chambre d'agriculture (1930), taxe spéciale à la production viticole (1931), départements et Territoires du Sud : avis d'émission des rôles, états du montant des rôles, états récapitulatifs (1923-1939)
	À noter, pour les Territoires du Sud uniquement : patentes (1923-1939)
1Q 103	Exercice 1923 : département d'Alger et Territoires du Sud (1923)
1Q 104	Exercice 1923 : départements de Constantine et d'Oran (1923)
1Q 105	Exercice 1924 : département d'Alger (1924)
1Q 106	Exercice 1924 : départements de Constantine et d'Oran (1924)
1Q 107	Exercice 1925 (1925)
1Q 108	Exercice 1926 (1926)
1Q 109	Exercice 1927 : départements de Constantine, d'Oran et Territoires du Sud (1927)
1Q 110	Exercice 1928 (1928)
1Q 111	Exercice 1929 (1929)
1Q 112	Exercice 1930 (1930)
1Q 113	Exercice 1931 (1931)
1Q 114	Exercice 1935. « Impôts ; non secret » : statistique (1934)
1Q 115	Exercice 1935 (1935)
1Q 116	Statistiques, relevés et extraits des états du montant des rôles (1929-1939)
1Q 117	Matrices des propriétés, tableaux indicatifs : formulaires vierges (XX ^e siècle)
1Q 118	Redevances des mines : arrêtés préfectoraux, avis d'émission des rôles, extraits du registre matrice, états-matrices et état-récapitulatifs, correspondance avec le service des mines, états nominatifs des employés et ouvriers (1911-1923)
1Q 119	Taxe sur les locaux professionnels. Exercices 1919-1925: avis d'émission des rôles, états du montant des rôles (1919-1925) ²⁸

- 1Q 120-123 Contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre²⁹ (1916-1929).
 1Q 120 Instructions et circulaires « métropolitaines ». 1916-1927
 1Q 121 Projets de loi, rapports, circulaires, correspondance, arrêts du Conseil d'État (1917-1926)
 1Q 122 Notes, réponses aux questions des parlementaires, correspondance (1917-1929)
 1Q 123 Documentation et notes pour la discussion devant les Délégations financières, instructions, circulaires, projets de décisions (1916-1929)
- 1Q 124 Patentes : comptes rendus de l'application des lois sur les patentes, avis d'émission des rôles supplémentaires, états du montant des rôles (1899-1900, 1911-1918, 1921-1923)³⁰. Résultats de la patente spéciale (1944).
- 1Q 125 Autres taxes. Taxe annuelle sur les bénéfices non distribués des sociétés par actions ou à responsabilité limitée (1937-1938).
 Reversement forfaitaire sur les marchés de guerre (décret-loi du 25 août 1937) (1938-1944).
 Taxe spéciale sur les bénéfices réalisés par les entreprises travaillant pour la Défense nationale : correspondance (1939-1940)
- 1Q 126-128 Territoires du Sud³¹
 1Q 126 Préparation du budget : arrêtés, correspondance (1902-1904) ; projets de budget, exercices 1919 à 1947 (1918-1946).
 Contributions, prévisions des recettes : notes, états du montant des rôles (1904-1905).
 Application de la loi du 9 mars 1918 sur les baux à loyer : projet de décret (1918).
 Commission d'étude du régime identitaire : notes (1919).
 Affaires diverses (impôts arabes, tarifs de confection des rôles, frais d'avertissement, dégrèvement pour service militaire, tournées des répartiteurs et inspecteurs) : instructions, correspondance, notes, tableaux (1920-1940).
 Taxe sur les bénéfices de guerre : notes, liste des contribuables imposés (1926).
 Redevances des mines : correspondance, notes (1928-1929).
- 1Q 127-128 Impôts arabes, Indigènes, Territoires du Sud : états du montant des rôles ; impôt sur les cultures, les animaux et les palmiers, Européens³², Territoires du Sud : états du montant des rôles (1919-1925)
 1Q 127 1919-1922
 1Q 128 1923-1925
- 1Q 129-142 Bonifications d'intérêts (1937-1947).
 Le décret du 24 décembre 1938, titre II Constructions immobilières, étendit à l'Algérie le régime des bonifications d'intérêts institué dans la métropole en vue de favoriser la modernisation des entreprises industrielles ou commerciales et d'encourager la construction immobilière.
 L'arrêté gubernatorial du 28 avril 1939 concernait l'allocation de bonifications d'intérêts et celui du 3 mai 1939 réglait les modalités d'application de l'arrêté du 28 avril. Les dossiers, enregistrés à la Direction des services financiers, service des contributions directes, étaient examinés par la Commission des bonifications d'intérêts. Ils concernent des constructions ou des agrandissements de maisons individuelles, d'immeubles de rapport, de bureaux.
- 1Q 129 Textes réglementaires, correspondance, statistiques, rapports, répertoire alphabétique des demandeurs, registre d'enregistrement des demandes (n° 301-500) (1937-1942)
- 1Q 130 Bonifications pour constructions immobilières : documentation métropolitaine, procès-verbaux des séances de la commission, correspondance, arrêtés d'attribution (1938-1942).
 Bonifications industrielles et commerciales : documentation métropolitaine, procès-verbaux des séances de la commission, correspondance (1938-1940).
- 1Q 131 Fiches individuelles des récipiendaires (1941-1947).
 Demandes de bonifications d'intérêts, plans, élévations, devis, correspondance (1939-1941).

29 Décrets du 22 décembre 1917 relative à la contribution extraordinaire sur les bénéfices exceptionnels ou supplémentaires réalisés pendant la guerre, *BOGGA*, 1918, p. 43-58.

30 Pour les Territoires du Sud, voir les cotes 1Q 102-116.

31 Pour la patente, voir les cotes 1Q 102-116.

32 Le décret du 30 décembre 1918 soumit les contribuables européens et les indigènes naturalisés, dans les Territoires du Sud, au paiement d'impôts sur les cultures, les animaux et les palmiers « et sur tous les éléments du revenu qui sont retenus pour l'assiette de l'impôt *lezma* ». *JOA*, 1919, p. 217-219.

1Q 132-140	Dossiers individuels (lacunes) (environ 1939-1942)
1Q 132	Dossiers n° 5-66.
1Q 133	Dossiers n° 71-130.
1Q 134	Dossiers n° 131-167.
1Q 135	Dossiers n° 168-200.
1Q 136	Dossiers n° 229-261.
1Q 137	Dossiers n° 301-350
1Q 138	Dossiers n° 351-400.
1Q 139	Dossiers n° 401-460.
1Q 140	Dossiers n° 461-518.
1Q 141	Bonifications industrielles et commerciales, dossiers non retenus, dossiers à compléter, dossiers retenus (trois) : statuts, documents financiers, rapports techniques, rapports du conseil d'administration, plans de bâtiments, plan de Relizane au 1 : 2000 (1939-1940)
1Q 142	Correspondance avec le Crédit foncier, les particuliers, notes, modèles de lettres (1939-1941). Registre d'enregistrement du courrier départ (février 1940-mars 1941).
1Q 143-149	Enregistrement, Domaines et Timbre (1884-1925)
1Q 143	Révision des affectations d'immeubles domaniaux au profit des services publics : notes, rapports, procès-verbaux de séances, correspondance ³³ (1876-1878)
1Q 144	Loi du 9 mars 1918 sur les baux à loyer, décret du 13 septembre 1919 l'étendant à l'Algérie : correspondance, textes officiels (1918-1921)
1Q 145	Application de la loi du 9 mars 1918, délégation de crédits, statistiques, frais matériels (1919-1924)
1Q 146	Application de la loi du 9 mars 1918, pourvois devant le Conseil d'État (1921-1925)
1Q 147-149	Rapports d'inspection et de vérification des bureaux (1884-1896)
1Q 147	Département d'Alger (1892-1896).
1Q 148	Département de Constantine (1884-1888).
1Q 149	Département d'Oran (1892-1896).
1Q 150-155	Documentation (1899-1955)
1Q 150-152	Documentation métropolitaine (1909-1951)
1Q 150	Évaluation des propriétés non bâties, rapports imprimés (1909-1913). Résultats de la révision du revenu des propriétés bâties, rapport imprimé (1911)(1909-1950)
1Q 151	Le crédit agricole. Le crédit collectif (1919). Jurisprudence du Conseil d'État en matière de contributions directes (1927). Réglementations et dégrèvements en matière de contributions directes (1928). Recueil des décrets-lois pris en exécution de la loi du 8 juin 1935 (1935). Code général des impôts directs (1939). Impôts directs, modifications au code général (1941). Procédure répressive en matière d'impôts directs (1941). Bulletins des services du Trésor (mars-avril 1948). Décrets et arrêtés sur les douanes (1951)
1Q 152	Battut, Amédée, <i>L'impôt sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères</i> (1918). Maguéro et Tassin, <i>Répertoire fiscal du commerce et de l'industrie</i> (1923). Semaine fiscale (1924). Guérandel, J.-M., <i>L'impôt cédulaire sur les bénéfices des professions non commerciales et des charges et offices</i> (1931).
1Q 153	Documentation algérienne (1923-1955) Recueil des lois (...) concernant la Caisse des retraites de l'Algérie et le régime des pensions des fonctionnaires coloniaux algériens au 31 décembre 1922 (1923). Décret du 11 janvier 1929 (..) au sujet de l'assiette des impôts sur le revenu (1929). Circulaire n° 433 du Service des contributions diverses sur le recouvrement de la taxe spéciale sur les bénéfices réalisés par les entreprises travaillant pour la Défense nationale (1936). Circulaire n° 209 du 1 ^{er} juin 1939, établissement des impôts sur les revenus, dispositions diverses (1939). Compte de l'exercice 1943 (incomplet) (1944). Code algérien des impôts directs (1944-1951). Instruction générale n° 2 sur la comptabilité du Trésor algérien, 21 décembre 1944

33 Dossier partiellement brûlé, en très mauvais état de conservation.

(1945).

Décret et annexe sur les impositions départementales et communales d'Algérie (1946-1950).

Code fiscal algérien de l'enregistrement (1948-1954).

Recueil des textes relatifs à la domiciliation des valeurs du Trésor à court terme en Algérie (1949).

Code algérien des taxes sur le chiffre d'affaires (1951-1955).

Code fiscal algérien du timbre (1951-1955).

Code des impôts indirects et assimilés (1951-1955).

Instruction générale n° 2 sur l'aide financière de l'Algérie aux entreprises industrielles et commerciales, 1^{er} mars 1953 (1953).

Code fiscal algérien des valeurs mobilières (1954-1955).

1Q 154

Documentation métropolitaine et algérienne (1899-1947)

Circulaires, instructions imprimées (1899-1947) ; ordonnances (1943-1945), étude sur « les charges hypothécaires de la propriété foncière en Algérie » (avril 1934) ; tableau du montant des impôts directs afférents à un hectare de vigne (1933) ; barèmes imprimés à utiliser pour la détermination de la valeur locative des terrains plantés en vigne, années 1921 à 1930 (1931)

1Q 155

Recueils de textes réglementaires, bibliothèques des directions : correspondance, notes (1917-1941)

2 Q 1-2 Douanes : octroi de mer (1855-1905)³⁴

2 Q 1

Octroi de mer. Projet de substitution d'une surtaxe de l'octroi de mer à d'autres taxes³⁵, projet d'un octroi de terre pour la ville d'Alger : délibérations de conseils municipaux et du conseil de gouvernement, projets de décrets, correspondance, budget de la ville d'Alger pour 1856 (1855-1860).

Tarifs, perception et répartition, pourvoi de la ville d'Alger au Conseil d'État : correspondance, décision du Conseil d'État, mémoire imprimé³⁶, délibérations du conseil supérieur de gouvernement, du conseil général d'Alger, des Délégations financières, brochure imprimée³⁷ (1883-1901).

Décrets de prorogation de l'octroi de mer (1884-1902).

2 Q 2

Octroi de mer. Révision des tarifs et du mode de perception et de répartition : correspondance, rapports, documents statistiques, délibérations des conseils généraux et municipaux, de chambres d'agriculture, journal³⁸ (1895-1905).

34 Taxe spéciale aux colonies. Son origine en Algérie remonte à l'arrêté du 17 octobre 1830 ; il est établi par l'ordonnance royale du 21 décembre 1844, dont l'article 5 en confie la perception aux employés des Douanes.

35 Taxe municipale sur les loyers et impôt des prestations pour les chemins vicinaux.

36 *Mémoire pour la ville d'Alger, par Léon Choppard, (...) avocat au Conseil d'État (...) Les Israélites et l'octroi de mer en Algérie*, Paris, 1883, 28 p.

37 Gouvernement général de l'Algérie. Commission d'étude de l'octroi de mer, *Textes relatifs au dit octroi, 1844 à 1901*, Alger, 1901, 82 p.

38 *La Vigie algérienne*, Alger, 6 septembre 1902.